Je soussigné(e)

Nom ……………………………………………………..

Prénom ……………………………………………………..

Fonction ..……………………………………………………

Agissant en qualité de représentant légal ou représentant dûment mandaté

(nom, raison sociale et sigle) ……………………………………………………………………………..

* **Atteste que** :
* **Les « Dépenses de personnel »** (*part des coûts des salaires et charges salariales et patronales (compris éventuels impôts et taxes directement proportionnels aux salaires versés) des personnes intervenant directement dans la réalisation des objectifs de l’opération aidée, proportionnellement à la part de l’activité des personnels mobilisés mesurée en heures ou en jours. Ces coûts peuvent être basés sur des coûts standards moyens définis dans le cadre d’une comptabilité analytique contrôlable, conforme aux pratiques habituelles du bénéficiaire en matière de comptabilité analytique, certifiée par un tiers (comptable public, commissaire aux comptes ou expert-comptable indépendant), sous réserve que le coût salarial ainsi appliqué aux employés mobilisés ne s’écarte pas de plus de 10% du coût direct réel calculé sur la base de la rémunération individuelle de chacun )* **présentées****ne comprennent aucune marge commerciale et ne sont pas environnées.**
* **Les « Charges connexes »** *(ensemble des charges : frais généraux, coûts indirects, frais de structure, frais d’environnement, etc… qui ne peuvent être directement et exclusivement rattachées à l’opération mais qui concourent à la réalisation des objectifs de celle-ci justifiant l’aide accordée et qui nécessitent un calcul intermédiaire pour les affecter à l’opération),* **peuvent être retracées dans la comptabilité analytique;**

Fait à ……………………………….. le ………./………/………

Signature :

En recevant une aide de l’ADEME, vous :

* Acceptez tout contrôle permettant à l’Agence de vérifier si les dépenses et recettes présentées sont justifiées et vérifiables en comptabilité générale, budgétaire ou analytique,
* Vous engagez à conserver toutes les pièces se rapportant à l'opération aidée et à les archiver en respectant les dispositions légales et réglementaires applicables.

**En cas de manquement à tout ou partie de vos obligations au titre des règles générales**, **l’ADEME sera en mesure** **de retirer unilatéralement et discrétionnairement tout ou partie du bénéfice de l’aide**.

